

Brève sélection thématique Énergie-climat



DUGAST César / SOYEUX Alexia

Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'État face à l'urgence climatique

Paris : Carbone 4, juin 2019, 21 p. URL : <http://www.carbone4.com/wp-content/uploads/2019/06/Publication-Carbone-4-Faire-sa-part-pouvoir-responsabilite-climat.pdf>. Consulté le 22 janvier 2020

L'accord de Paris sur le climat signé fin 2015 a pour objectif principal de contenir la hausse de la température moyenne à l'horizon 2100 bien en dessous de 2 °C par rapport au niveau préindustriel. Pour la France, cela signifie que l'empreinte carbone moyenne des Français¹ doit baisser de 80 % d'ici 2050. Dans cette publication, Carbone 4 – cabinet de conseil spécialisé dans la stratégie bas carbone et l'adaptation au changement climatique – souhaite évaluer et préciser la part de chaque acteur socio-économique (ménages, entreprises, État) dans la réalisation de cet objectif. La question de la responsabilité de la réduction est en effet au cœur de nombreux débats.

Il s'agit ici d'une approche moyenne qui ne prend pas en compte les différentes classes socio-économiques. L'impact des

actions est mesuré via la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise annuellement. Les autres impacts environnementaux (eau, biodiversité, déchets...) ne font pas l'objet de cette étude.

En s'appuyant sur des données publiées notamment dans la base Carbone de l'ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) et sur leurs modélisations internes, les auteurs s'intéressent tout particulièrement à l'impact réel des gestes que les ménages peuvent faire au quotidien, sans investissement, pour faire baisser leur empreinte carbone (« écogestes »). Ils démontrent ainsi qu'un comportement « héroïque », c'est-à-dire un engagement très fort de l'ensemble des Français, pourrait permettre de diminuer de 25 % l'empreinte carbone annuelle nationale. Parmi les écogestes les plus décisifs, on note, par ordre décroissant d'influence : le passage à un régime végétarien, l'utilisation du vélo pour les trajets courts, le covoiturage sur tous les

1. Empreinte carbone du pays (à savoir : émissions territoriales de la France + importations - exportations) divisée par le nombre d'habitants.

Alexia
responsabilité
prises et de l'État

url : <http://www.2019/06/Publication-responsabilite-climat.pdf>

via la quan-
de serre (GES)
Les autres
mentaux (eau,
...) ne font
étude.

les données
dans la base
(Agence de
de la maîtrise
ours modé-
auteurs
particulière-
des gestes
ivent faire au
investissement,
r empreinte
»). Ils
un compor-
c'est-à-dire
fort de
pis, pourrait
er de 25 %
annuelle
écogestes
note, par
influence : le
végétarien,
ur les trajets
sur tous les

trajets, l'arrêt de l'utilisation de l'avion, la diminution de l'achat de vêtements neufs, l'achat de nourriture locale, la baisse de la température dans les logements, l'achat d'électroménager d'occasion... Mais selon une étude de l'association des Entreprises pour l'environnement (EPE)², seulement 20 % des Français sont fortement engagés sur les sujets du climat. Le niveau d'effort demandé est très élevé et les auteurs évaluent donc un engagement plus réaliste des Français dans ces écogestes, qui pourrait selon eux entraîner une baisse de 5 % à 10 % de l'empreinte carbone moyenne.

Dans une deuxième partie, les auteurs constatent que le faible impact des gestes individuels sur l'empreinte carbone est dû au fait que le système sociotechnique sur lequel notre société est construite repose sur une énergie fossile bon marché et illimitée. Pour une baisse plus significative des émissions de GES, une mutation profonde du système est nécessaire. Cette transformation nécessite un investissement massif de la part de l'État et des entreprises.

Enfin, dans une troisième partie, les auteurs mettent en avant l'importance d'une action collective. L'investissement des ménages apparaît comme un levier majeur dont les deux axes principaux sont le logement (rénovation, changement de chaudière) et la mobilité (achat d'un véhicule particulier bas carbone). D'après cette

étude, un investissement fort des ménages pourrait permettre une baisse de 20 % de l'empreinte carbone moyenne. Mais, à l'instar des écogestes, les auteurs estiment que seule une partie des investissements seront réalisés, en fonction de la volonté de changement de chaque ménage. Ainsi, une vision plus réaliste serait de tableur sur une baisse de l'empreinte carbone due aux investissements des ménages de seulement 10 %. En cumulant les écogestes et les investissements, un engagement fort des individus permettrait donc une baisse de 45 % de l'empreinte carbone française, mais une estimation plus réaliste se base plutôt sur une baisse de 20 %. L'action des ménages est donc fortement insuffisante.

Avec l'estimation réaliste, il reste 60 % de baisse de l'empreinte carbone à réaliser pour arriver à l'objectif final de 80 % : c'est la part de l'État et des entreprises. Les entreprises doivent mesurer leur dépendance aux énergies fossiles, décarboner leurs chaînes de valeur et inclure la question du climat au sein de leur stratégie. La part de l'État est déterminante. Il lui faut en effet décarboner ses propres services et rénover ses bâtiments. Il doit former ses agents sur les questions d'énergie et climat. Mais l'État doit également réguler et inciter les investissements des ménages et des entreprises dans la décarbonation.

L'expertise des auteurs est indéniable. Les faits sont très clairement exposés. Les messages principaux apparaissent

2. ZEN (Zéro émission nette) 2050. Imaginer et construire une France neutre en carbone, Paris : EPE, mai 2019, 88 p. (analysé p. 138 de ce numéro).

César / SOYEUX Alexia
part ? Pouvoir et responsabilité
des entreprises et de l'État
urgence climatique

me 4, juin 2019, 21 p. URL : <http://www. content/uploads/2019/06/Publication- part-pouvoir-responsabilite-climat.pdf>.
22 janvier 2020

ctions est mesuré via la quan-
té de gaz à effet de serre (GES)
mise annuellement. Les autres
impacts environnementaux (eau,
biodiversité, déchets...) ne font
pas l'objet de cette étude.

in s'appuyant sur des données
publiées notamment dans la base
carbone de l'ADEME (Agence de
environnement et de la maîtrise
de l'énergie) et sur leurs modé-
lisations internes, les auteurs
intéressent tout particulière-
ment à l'impact réel des gestes
que les ménages peuvent faire au
quotidien, sans investissement,
pour faire baisser leur empreinte
carbone (« écogestes »). Ils
montrent ainsi qu'un compor-
tement « héroïque », c'est-à-dire
un engagement très fort de
l'ensemble des Français, pourrait
permettre de diminuer de 25 %
l'empreinte carbone annuelle
nationale. Parmi les écogestes
les plus décisifs, on note, par
ordre décroissant d'influence : le
passage à un régime végétarien,
l'utilisation du vélo pour les trajets
courts, le covoiturage sur tous les

trajets, l'arrêt de l'utilisation de
l'avion, la diminution de l'achat de
vêtements neufs, l'achat de nourri-
ture locale, la baisse de la tempé-
rature dans les logements, l'achat
d'électroménager d'occasion...
Mais selon une étude de l'associa-
tion des Entreprises pour l'envi-
ronnement (EPE)², seulement
20 % des Français sont fortement
engagés sur les sujets du climat.
Le niveau d'effort demandé est
très élevé et les auteurs évaluent
donc un engagement plus réaliste
des Français dans ces écogestes,
qui pourrait selon eux entraîner
une baisse de 5 % à 10 % de l'em-
preinte carbone moyenne.

Dans une deuxième partie, les
auteurs constatent que le faible
impact des gestes individuels sur
l'empreinte carbone est dû au fait
que le système sociotechnique sur
lequel notre société est construite
repose sur une énergie fossile
bon marché et illimitée. Pour une
baisse plus significative des émis-
sions de GES, une mutation pro-
fonde du système est nécessaire.
Cette transformation nécessite un
investissement massif de la part
de l'État et des entreprises.

Enfin, dans une troisième partie,
les auteurs mettent en avant l'im-
portance d'une action collective.
L'investissement des ménages
apparaît comme un levier majeur
dont les deux axes principaux sont
le logement (rénovation, change-
ment de chaudière) et la mobilité
(achat d'un véhicule particulier
bas carbone). D'après cette

étude, un investissement fort des
ménages pourrait permettre une
baisse de 20 % de l'empreinte car-
bone moyenne. Mais, à l'instar des
écogestes, les auteurs estiment
que seule une partie des investis-
sements seront réalisés, en fonc-
tion de la volonté de changement
de chaque ménage. Ainsi, une
vision plus réaliste serait de tabler
sur une baisse de l'empreinte
carbone due aux investissements
des ménages de seulement 10 %.
En cumulant les écogestes et les
investissements, un engagement
fort des individus permettrait
donc une baisse de 45 % de
l'empreinte carbone française,
mais une estimation plus réaliste
se base plutôt sur une baisse de
20 %. L'action des ménages est
donc fortement insuffisante.

Avec l'estimation réaliste, il reste
60 % de baisse de l'empreinte
carbone à réaliser pour arriver à
l'objectif final de 80 % : c'est la
part de l'État et des entreprises.
Les entreprises doivent mesurer
leur dépendance aux énergies
fossiles, décarboner leurs chaînes
de valeur et inclure la question du
climat au sein de leur stratégie. La
part de l'État est déterminante.
Il lui faut en effet décarboner ses
propres services et rénover ses bâ-
timents. Il doit former ses agents
sur les questions d'énergie et
climat. Mais l'État doit également
réguler et inciter les investisse-
ments des ménages et des entre-
prises dans la décarbonation.

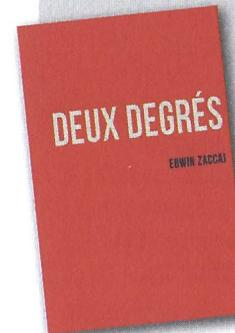
L'expertise des auteurs est
indéniable. Les faits sont très
clairement exposés. Les mes-
sages principaux apparaissent

2. ZEN (Zéro émission nette) 2050. Imaginer et
construire une France neutre en carbone, Paris :
EPE, mai 2019, 88 p. (analysé p. 138 de ce numéro).

nettement. L'action des ménages (écogestes du quotidien et investissements) est nécessaire mais non suffisante. La part des entreprises et de l'État représente les trois quarts de l'effort à fournir pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris. L'action doit donc être collective. Le système sociotechnique sur lequel notre société est fondée doit être

transformé. Cette publication n'a pas pour objectif de donner des solutions concrètes ; elle propose juste quelques pistes d'action. Elle donne surtout des ordres de grandeur compréhensibles par tous sur l'ampleur de la tâche qui incombe à chaque acteur socio-économique. ■

Clotilde Chagny



ZACCAI Edwin

Deux degrés. Les sociétés face au changement climatique

Paris : Presses de Sciences Po, mai 2019, 280 p.

Dans *Deux degrés*, Edwin Zaccai, spécialiste du développement

durable, dresse un panorama de la question climatique. Après avoir rappelé pourquoi la communauté internationale a choisi de limiter le réchauffement à 2 °C au-dessus du niveau de l'ère préindustrielle, il met l'accent sur quelques données déroutantes des scénarios de réduction des émissions, connues des spécialistes mais rarement discutées dans le débat public : ainsi les paris hasardeux sur la disponibilité des techniques ou les « émissions négatives » nécessaires dans la deuxième partie du XXI^e siècle. D'emblée, l'objectif de 2 °C apparaît comme chimérique, et le propos du livre se centre justement sur le hiatus entre le monde rêvé des intentions et celui que les actes construisent. Le livre s'inscrit

ainsi dans une tendance forte de la littérature sur le changement climatique, qui ne cherche plus à alerter ou à dresser des plans de bataille mais à comprendre les raisons de l'incapacité à (ré)agir depuis presque 40 ans.

Tout s'oppose à regarder avec lucidité la gravité du problème et l'ampleur des efforts à fournir. Si la communauté internationale s'accroche à un objectif malgré de nombreux signaux qui indiquent qu'il ne sera pas respecté, même en cas de politiques volontaristes, c'est parce que chaque décideur y trouve son compte. Celui des pays développés en pointe sur le climat peut se féliciter d'un accord ambitieux sans devoir prendre les mesures impopulaires qui crédibiliseraient les stratégies de réduction ; celui d'un pays en développement voit dans la cible de 2 °C des jalons pour des